

Bulletin d'information PCF Fécamp

Au Sommaire

Page 1 :

- L'édito

Page 2 :

- Les poubelles de Fécamp et le sparadrap du capitaine Haddock

- Limitation de la vitesse dans Fécamp à 30 km/h

Page 3 :

- Des travaux à géométrie très variable pour nos écoles

Page 4 à 7 :

- Dossier sécheresse. L'été 2022, une répétition générale ?
- Les députés de la NUPES à l'offensive

Page 8 et 9 :

- Rencontre avec Eva Joly et Caroline Joly

Page 10 :

- La Fête de l'Humana



ROUGE AUTOMNE



Macron à donf vers la fin de l'abondance...

A l'ouverture du conseil des ministres du 24 août, Emmanuel Macron a annoncé « la fin de l'abondance, de l'insouciance et des évidences ». Une semaine auparavant, le président de la République se baladait encore en jet-ski sur la Côte d'Azur. [L'indécence de sa formule « la fin de l'abondance » a suscité l'écœurement des Français](#), tout particulièrement des 9 millions de nos concitoyens qui vivent sous le seuil de pauvreté, ainsi que de toutes celles et ceux qui voient leurs salaires ou leurs retraites rongés chaque jour par l'inflation.

Les propos d'Emmanuel Macron, décidément de plus en plus hors sol, coïncident avec la publication du dernier rapport du [gestionnaire d'actifs Janus Henderson](#) qui révèle que les dividendes versés par les grandes entreprises à leurs actionnaires ont aug-

menté en Europe de 30 % en un an, record que la France pulvérise pour atteindre la coquette somme de 44,3 milliards.

Aujourd'hui, c'est d'une véritable révolution écologique et sociale dont nous avons tous besoin car le capitalisme, cause de toutes ces crises, est incapable d'y apporter des solutions humaines.

Cette rentrée nous offre quelques belles raisons d'espérer. D'abord parce que le temps du macronisme triomphant est fini, fragilisé par son absence de majorité à l'Assemblée Nationale.

La colère qui s'est exprimée dans les urnes doit maintenant se structurer de façon positive dans la rue, dans les entreprises, les quartiers, les villages. Les mobilisations pour les salaires qui se multiplient partout vont dans le bon sens. L'exemple de Grande-Bretagne, qui connaît son plus grand mouvement de grèves depuis des décennies nous montre la voie. A ce titre, [le rendez-vous du 29 septembre lancé par la CGT et Solidaires](#) sera une étape décisive.

Un autre rendez-vous revêt cette année une importance particulière : la Fête de l'Humanité, ce lieu unique au monde où, le temps d'un week-end, se retrouve tout un peuple qui a soif d'idéal, de fête, de culture, de savoirs.

[Les 9, 10 et 11 septembre, la Fête de l'Humanité](#), ville éphémère bâtie par les militants communistes, accueillera toutes les formations de gauche, les syndicats, les associations, les artistes, les créateurs, les travailleurs en lutte.

Vous pouvez vous procurer votre billet d'entrée auprès des militants fécampois du PCF en téléphonant au 06 62 96 39 34.

Pour donner le top départ du « troisième tour social »

Je crois bien que mon salaire est un modèle hybride... Une moitié va pour l'essence et l'autre va pour l'électricité !!

citations des Minors
www.facebook.com/citationsdesMinors



Les poubelles et le sparadrap du capitaine Haddock

Le capitaine Haddock avait son sparadrap dont il ne parvenait pas à se séparer. L'équipe municipale de Fécamp a le dossier des ordures ménagères...

Après avoir augmenté de façon exorbitante les tarifs, c'est le nombre de tournées que l'équipe de Mme Poussier-Winsback et M. David Roussel vient de réduire. Pour les rois de la gestion de Fécamp, plus tu paies et moins tu as de services... Les élus communistes s'élèvent contre cette gestion aberrante

Au plein milieu du mois d'Aout, l'agglomération de Fécamp a décidé de supprimer la tournée de poubelles grises du mercredi de la ville de Fécamp.

Evidemment, la commission rudologie de l'agglomération n'a pas été consultée. Et il n'y a pas eu de vote démocratique des élus de l'agglomération sur cette question.

Le motif fallacieux du manque de chauffeurs est remis sur le tapis... alors que deux vacataires qui ont le permis poids lourd sont passés dans le service en étant exclusivement utilisés comme rippers. Et alors qu'un employé municipal d'une commune de l'agglomération titulaire du permis poids lourd a posé sa candidature au poste

de chauffeur, sans avoir de réponse.

Après avoir lourdement augmenté la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), après avoir sous-traité à Actif Insertion le ramassage des cartons, après avoir cédé les transports par poids lourds des ordures ménagères à l'entreprise privée vosgienne Monfray, après avoir cédé les quais de transferts à l'entreprise privée SEVEDE, la casse du service public des ordures ménagères continue. Rappelons que lors d'une récente réunion de la commission rudologie de notre agglomération, les élus fécampois de droite avaient déjà demandé une étude sur le passage intégral au privé de la tota-

lité u traitement des ordures ménagères.

Dans ce cas de figure que nous combattons, les habitants de l'agglomération auraient donc à payer à la fois la TEOM, et les 8,25% de gestion par le service public et les dividendes aux actionnaires de la société privée qui remportera le marché (Veolia, Suez ou autres). Au moment où les comptes de l'enlèvement des ordures ménagères sont redevenus positifs, c'est inacceptable. Les élus communistes demandent à ce que les excédents servent à baisser le taux de TEOM et à ce que le ramassage et le traitement des ordures ménagères restent un service public

Fécamp passe en zone 30 km/h

La Mairie de Fécamp vient de décider de limiter la circulation en ville à 30 km/h, hormis quelques exceptions. Pour la petite histoire, signalons que l'un des instigateurs de l'équipe municipale à l'origine de cette mesure a lui-même eu son permis de conduire suspendu en raison d'un très grand excès de vitesse



La carte de ces nouvelles limitations de vitesse, publiée par la mairie

Ecoles de Fécamp : des travaux à géométrie très variable



La rentrée c'est demain ! Alors que le personnel de l'éducation nationale a fait sa rentrée tout au long de la semaine, les élèves retrouveront demain le chemin de l'école.

Néanmoins, à Fécamp, ils n'auront pas tous les mêmes conditions... Des travaux de réaménagement des abords des écoles ont été engagés par la mairie de Fécamp cet été. Je salue cette initiative bien que trop tardive. Malheureusement, toutes les écoles ne sont pas logées à la même enseigne !

Comme nous le voyons sur ces photos prises à 10 minutes d'intervalle aujourd'hui, la veille de la rentrée, l'école de la Provi-

dence bénéficie d'un accès refait à neuf et terminé, tandis que l'école du port est toujours en travaux. Comment feront les élèves demain pour accéder dans de bonnes à leurs salles de classes ? Comment ont fait les enseignants pour préparer leur rentrée sereinement cette semaine ? Comment ont pu être faites les livraisons de matériel scolaire ? Beaucoup de questions se posent suite à ces travaux.

Mais une autre se pose aussi : Comment peut-on privilégier l'aménagement d'une école privée plutôt que celui d'une école publique ? Pourquoi l'école de la Providence est-elle accessible depuis plus d'une semaine alors que l'école du port ne l'est

toujours pas ? Voilà un choix de politique publique que je dénonce fortement. [David Rousse](#), [Stéphanie Marical](#), [Jean-Mary Demondion](#), la qualité de l'enseignement public doit être la priorité de la ville de Fécamp et ce favoritisme pour les écoles privées est inacceptable. Je constate ici une faute politique révélatrice de l'idéologie ultra libérale de l'équipe municipale actuelle.

Nous devons nous battre pour préserver le service public. Dans nos communes aussi il y a urgence !!

Paul Fouache, le 30 septembre 2022

Sécheresse : été 2022, une répétition générale ?

Les catastrophes climatiques des dernières semaines ont mis en lumière les défaillances dans la gestion des crises. Des cataclysmes dont il faut tirer les leçons.



Le futur est déjà là, ou presque. Incendies à répétition, canicules à la chaîne, sécheresses durables, tempêtes imprévisibles, inondations soudaines, effondrement d'un glacier de l'autre côté des Alpes... L'été 2022 a été un avant-goût des prochaines décennies. « *Les projections montrent que les températures pourraient augmenter de 1 degré d'ici à 2050 et que les événements climatiques extrêmes seront plus intenses*, explique le climatologue Jean Jouzel. *Un été comme celui qu'on connaît aujourd'hui sera un été moyen des années 2040.* » Et, à l'heure actuelle, nous sommes loin d'être prêts à y faire face.

Les défaillances sont nombreuses sur l'ensemble de la chaîne d'intervention, de la prévention à l'adaptation en passant par la prévision et les secours. « *L'Etat néolibéral entre en contradiction avec les nécessaires politiques d'adaptation et de lutte contre le réchauffement climatique. C'est la première des leçons à tirer* », pense Clément Sénéchal, porte-parole de Greenpeace. Et Jean Jouzel de renchérir : « *J'espère que cet été a marqué un tournant, mais*

le risque est que tout soit oublié dans un mois et demi. » Or demain commence aujourd'hui, avec de prochains cataclysmes écologiques tels les épisodes cévenols, qui pourraient survenir dès le début de l'automne.

1. Les secours ont besoin d'aide

Les pompiers sont « *au bord de la rupture* », selon une tribune parue mi-août. Tout comme l'ensemble des services de secours (pilotes de Canadair, fonctionnaires hospitaliers...). « *La sécurité civile repose sur le don de soi, avec 40 000 sapeurs-pompiers professionnels et environ 200 000 volontaires. Quand ils partent en renfort sur les incendies dans le Sud, c'est sur leur temps de vacances. Avec la généralisation du risque climatique, nous doutons de notre capacité à répondre sur le long terme, s'il n'y a pas d'embauches et de moyens supplémentaires, alors que, parfois, nous sommes en difficulté face aux risques courants* », dénonce Peter Gurruchaga, secrétaire général CGT du service départemental d'incendie et de secours du Val-d'Oise.

D'ici à 2050, les méga-feux aug-

menteront de 30 % ; les sécheresses, de plus en plus fréquentes, continueront de favoriser les inondations soudaines. Bref, le risque s'accroît et les moyens ne suivent pas, voire rabougrissent. Côté effectifs, un gradé évoque un « *problème d'attractivité* » conduisant à « *une baisse des vocations* ». « *Avec l'accumulation des sinistres, nous risquons d'atteindre une rupture capacitaire* », ajoute-t-il. Côté matériel, ce n'est guère mieux : entre 2006 et 2020, le nombre de camions-citernes pour feux de forêt a diminué de 1 014 unités. Concernant les moyens aériens de la sécurité civile (12 Canadair et 7 Dash), trop peu nombreux et mal entretenus, la France a dû compter sur la solidarité européenne. Or le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure de l'ampleur du problème. Le ministre de l'Intérieur n'a, pour l'heure, annoncé que la création de « *3 000 postes de gendarmes verts* ».

2. S'adapter ou continuer à subir

Quoi qu'il arrive, le réchauffement climatique produira ses effets « *irréversibles* », selon le GIEC, et nous ne pourrons pas tout empêcher. C'est bien qu'il faut s'adapter, apprendre à vivre avec. L'été 2022 l'a montré : la France est loin d'être parée pour les catastrophes à venir. Face au manque d'anticipation et de changement des pratiques, les collectivités ont dû réagir dans l'urgence.

Pourtant, « *des plans d'adaptation existent* », rappelle Jean Jouzel. Le pays a déjà commencé à s'adapter mais

.../...

.../...

trop lentement. « Ces plans ne sont pas vraiment déclinés au niveau régional. Les besoins ne sont pas les mêmes pour une ville côtière ou une station de ski. On ne va pas assez dans le détail », s'inquiète le climatologue, qui note que la végétalisation des villes – qui permet d'adoucir les canicules et de faciliter l'absorption de l'eau lors de pluies torrentielles – « n'est pas à la hauteur ». Là encore, l'exécutif est trop timoré avec ses 500 millions d'euros pour la « renaturation » des centres urbains.

« L'État doit être renforcé ; il n'est pas assez équipé. On le voit avec le démantèlement de l'Office national des forêts (lire l'article suivant – NDLR), par exemple. De même dans la santé, le système hospitalier est-il prêt à faire face à l'intensification des vagues de chaleur ? » alerte Clément Sénéchal, de Greenpeace.

3. Météo France pris dans la tempête

C'est l'un des contrecoups de la tempête meurtrière qui a ravagé la Corse, le 18 août. Pointé du doigt pour le déclenchement tardif de l'alerte orange, Météo France est depuis au centre des

critiques. Premier maillon de la chaîne d'alerte, l'établissement public ne semble pourtant pas avoir failli dans sa mission. « Un système orangeux d'une telle ampleur comporte par nature des éléments imprévisibles », rappelle ainsi Cédric Birien, prévisionniste et syndicaliste CGT à Météo France. « Au poste de prévision comme dans les autres services, l'ensemble de la chaîne a assuré, abonde José Chevalier, le prévisionniste,



coporte-parole de Solidaires météo, et ce malgré la complète dégradation de nos moyens et de nos conditions de travail. »

Depuis plus d'une décennie, les salariés de Météo France travaillent au gré des réorganisations, au rythme des coupes budgétaires et des suppressions de postes. « On a de plus en plus de données à disposition, d'éléments d'expertise, de retours satellites, mais de moins en moins de monde pour les

analyser », résume José Chevalier. « On perd chaque année 100 postes depuis dix ans », détaille Cédric Birien. Sur le pont de jour comme de nuit, les 2 500 salariés de l'établissement public – dont une part grandissante de contractuels – s'épuisent. D'autant plus que les semaines qui viennent de s'écouler ont été lourdes de pressions. « Avec la sécheresse, les canicules, les feux de forêt à répétition, les préfectures

nous ont mis sous pression pour donner des informations ajustées, régulières. Nous sommes le premier interlocuteur lorsqu'une cellule de crise se met en place », détaille Cédric Birien. Las, les syndicats exigent d'avoir les moyens humains et financiers d'honorer leurs missions de service public. Les prévisions sont essentielles, elles le seront de plus en plus.

[Marion d'Allard](#) et [Emilio Mesle](#)

**Pour combattre Macron,
j'adhère au PCF**

rougegorge@pcf-fecamp.fr

L'Office National des Forêts taillé à la hache

Depuis une vingtaine d'années, l'État démantèle lentement l'ONF. Entre suppressions de postes et privatisations, l'établissement public se détourne peu à peu de sa mission essentielle de gestion durable de la forêt. Pourtant, la succession d'événements climatiques extrêmes de cet été a accentué la menace pesant sur ces milieux aux équilibres fragiles.



La forêt est et sera le principal amortisseur face au dérèglement climatique. Pourtant, depuis une vingtaine d'années, l'État démantèle l'Office national des forêts (ONF), responsable de sa gestion. C'est « *la mort du service public forestier, de l'entretien et de la maîtrise de nos forêts* », résume la Fédération nationale agroalimentaire et forestière (Fnaf) de la CGT. En charge d'un quart des forêts françaises, l'ONF remplit trois missions principales : la gestion des massifs publics, la prévention des risques en milieux naturels et la vente de bois.

La prévention des feux naissants

La succession d'événements climatiques extrêmes de cet été a accentué la menace pesant sur ces milieux aux équilibres fragiles. « *Lors de la seule première quinzaine d'août, plus de 50 départements ont connu au moins un incendie significatif, de plus de dix hectares. C'est exceptionnel. Jusque-là, les incendies frappaient plutôt dans le sud de la France* », souligne

Olivier Rousset, directeur général adjoint de l'ONF. Frappée de plein fouet par les effets du dérèglement climatique, la forêt, puits de carbone, régulatrice d'eau et protectrice de la biodiversité, se trouve au cœur de tous les enjeux. Alors, l'ONF aussi.

Pourtant, ses moyens s'étiolent d'année en année. « *L'ONF a vu ses effectifs amputés de 30 %, passant de 11 000 salariés en 2002 à près de 7 800 cette année* », explique Philippe Canal, porte-parole du SNUPFEN-Solidaires, premier syndicat de l'ONF. Pire, le contrat État-ONF (2021-2025) prévoit à nouveau 500 suppressions de postes.

Résultat, les personnels de l'ONF se trouvent dans l'incapacité d'honorer leurs missions, en charge de territoires toujours plus grands à gérer par agent. « *En passant de 800 à 2 000 hectares, aujourd'hui, il y a une moindre présence sur le terrain, donc une moindre protection des forêts* », poursuit le syndicaliste.

La responsabilité de l'ONF, notamment en termes de prévention des feux naissants, est pourtant essentielle : « *En Méditerranée, nos patrouilles arpentent les forêts avec des véhicules armés d'eau les jours de forts risques d'incendies. Chaque année, on intervient sur plusieurs dizaines de feux naissants* », explique Olivier Rousset.

Selon le directeur adjoint de l'ONF, ces dispositifs de prévention mériteraient d'ailleurs d'être étendus sur une plus grande partie du territoire français. Mais avec quels moyens ? « *Rien n'est fait pour renforcer les services de défense des forêts contre les incendies (DFCI) dans leurs activités d'entretien, de surveillance et de contrôle des réglementations* », déplore la FNAF-CGT.

Une gestion financière dépendante de la vente de bois

De la même façon, si Olivier Rousset assure que le premier rôle de l'ONF est d'« *adapter la forêt au changement climatique* », cette anticipation à long terme semble manquer de rentabilité aux yeux de l'État. « *La seule mission qui rapporte de l'argent est la vente de bois, alors l'accent est mis là-dessus* », souligne Bruno Doucet, chargé de campagne pour l'association de protection des forêts Canopée.

.../...

.../...

Une visée financière qui transforme les missions de gestion responsable des forêts et dessine la trajectoire d'une privatisation de l'ONF. Philippe Canal alerte d'ailleurs sur la gestion des forêts privées, qui représentent 75 % des massifs français : « *Si l'on regarde les Landes – 90 % de forêts privées –, la fonction économique dicte tout. On en arrive à des peuplements mono-cultures très productifs, mais qui sont des bombes à incendies.* »

Y compris dans les missions des agents, la privatisation menace. Ce sont désormais des contractuels qui assurent, par exemple, la mission de police de l'Office, jadis réservée aux seuls fonctionnaires.

Ces lentes transformations dégradent davantage les conditions de travail des agents. En quinze ans, plus de 50 suicides ont été recensés à l'Office. « *C'est un métier de passion et le fait de ne pas pouvoir l'exercer correctement crée aussi de la souffrance éthique* », explique gravement le porte-parole du SNUPFEN.

« Comme l'hôpital avec le Covid... »

Début août, Hendrik Davi et Mathilde Panot, députés NUPES, ont déposé une proposition de loi sur l'adaptation des forêts aux risques climatiques. L'ONF est au cœur du projet. Au programme, entre autres : 1 milliard d'euros de budget alloué à l'Office pour ne plus faire dépendre sa survie financière de la vente de bois, la préconisation de plantations résilientes et un plan de recrutement sur la recherche de dispositifs de gestion adaptative des forêts.

Hendrik Davi, également directeur de recherche en écologie forestière à l'INRAE, alerte : « *Avant qu'on se rende compte que ce démantèlement va induire des catastrophes, on va encore devoir attendre vingt ans. Or, ce sera au moment où on en aura le plus besoin. Comme l'hôpital avec le Covid.* »

Démanteler l'ONF et ses missions de protection du patrimoine commun reviendrait alors à scier la branche sur laquelle nous sommes tous assis.

[Anaëlle Hédouin](#)

Les députés de la NUPES à l'offensive

Les députés de la NUPES ont décidé de lancer une [pétition nationale pour réclamer la taxation des super-profits](#). Olivier Faure, le secrétaire national du PS, veut [obliger le gouvernement à avoir un débat sur ce sujet](#) via un référendum d'initiative partagée. Sur le dossier de la réforme des retraites, [Fabien Roussel propose à ses partenaires de la NUPES de bâtir leur propre projet](#) qu'il souhaite opposer à celui de Macron : « *Le président Emmanuel Macron n'a pas été élu pour allonger le temps de travail* », a déclaré Fabien Roussel, député communiste du Nord, réclamant un référendum "projet contre projet" : "Je veux que nous ayons un grand débat dans le pays !" Fabien Roussel propose aux [forces de gauche, réunies au sein de la Nupes](#), de "travailler conjointement avec les organisations syndicales pour élaborer un projet de réforme des retraites juste et solidaire"

C'est un peu court, jeune homme

Emmanuel Macron, lors de son « conseil de « défense énergétique » a évoqué des coupures d'électricité cet hiver pour faire face aux difficultés d'approvisionnement. Mais il n'a pas eu un mot pour évoquer la fermeture depuis 2013 de plusieurs lieux de stockage de gaz. Pas un mot non plus sur les 32 réacteurs nucléaires français à l'arrêt en raison des retards accumulés dans leur maintenance. Pas un mot non plus sur [les déclarations du PDG d'EDF devant l'université d'été du MEDEF](#) : « Nous, avec la filière, nous n'avons pas embauché de gens pour construire douze centrales. Nous en avons embauché pour en fermer douze ». Faire porter le chapeau à la guerre en Ukraine, c'est un peu court Monsieur Macron...

Petite ristourne, grosse ristourne

La [nouvelle ristourne de 30 centimes du gouvernement sur chaque litre de carburant](#) va faire du bien. Mais [cette ristourne ne sera pas également répartie](#) : les propriétaires de gros 4 x 4, qui consomment un maximum, peuvent espérer cumuler en septembre et octobre des ristournes allant jusqu'à 50 €, pendant que l'aide-soignante qui utilise une petite cylindrée et qui ne fait que des petits trajets n'aura droit qu'à 27 € de ristourne au mieux. Macron, président des riches ? Mais qu'allez-vous donc insinuer là, ma bonne dame !!!!

On me dit rien, on me cache tout

La récente [déclaration de Bruno Le Maire, le ministre de l'économie et ancien mentor de Mme Pousier-Winsback](#) vaut le détour. Devant l'université d'été du MEDEF, il a osé affirmer : « Les [super-profits](#) ? Je ne sais pas ce que c'est »

LA RENCONTRE

EVA JOLY ET CAROLINE JOLY

Après la condamnation de McDonald's, Eva Joly et Caroline Joly, sa fille, sont convaincues que les salariés ont un rôle important à jouer au sein des grandes entreprises face à un État défaillant. Elles ont reçu « l'Humanité magazine » dans leur cabinet parisien, situé face à l'hôtel de la Grande-Chancellerie, siège du ministère de la Justice. Entretien avec un « binôme infernal ».

Vous avez conseillé les syndicalistes de McDonald's Île-de-France, à l'origine de la plainte pour « blanchiment de fraude fiscale en bande organisée », qui s'est soldée par une amende record, plus de 1,25 milliard d'euros, infligée au géant du fast-food. Cette sanction peut-elle changer les pratiques des grands groupes ?

EVA JOLY C'est un peu l'objectif. La condamnation de McDonald's n'aboutit qu'en conséquence d'une initiative privée : à l'origine de cette procédure, il y a un CSE - c'est-à-dire une instance représentative du personnel - qui s'inquiète des pratiques fiscales de l'employeur et qui nous contacte en tant que conseils privés pour étudier les possibilités d'agir. Et ce, parce que le parquet ne prend l'initiative que dans des cas extrêmement rares. Il y a une raison : le « verrou de Bercy » existe toujours et le procureur ne peut pas se réveiller un beau matin en se disant : « Tiens, si j'allais vérifier les comptes de telle multinationale. »

Les salariés sont-ils amenés à jouer un nouveau rôle de lanceurs d'alerte au sein des grandes entreprises ?

EVA JOLY D'une certaine façon. L'affaire McDonald's est un peu un accident de l'histoire...

CAROLINE JOLY Nous avons démontré que ce genre de pratiques peut engendrer un coût très élevé pour la société qui s'y risquerait. Cette alliance entre CSE, syndicat et expertise privée est une pratique qui pourrait se répercuter dans beaucoup d'entreprises.

« Les salariés doivent prendre conscience de leur pouvoir, de l'intérieur, en vérifiant les comptes de leurs entreprises. »



Une responsable de la CGT cadres nous expliquait que ce syndicat commençait à mettre en place des formations dédiées aux questions financières. (1)

EVA JOLY Ces nouvelles pratiques sont très intéressantes. Les salariés vont commencer à recourir à des experts externes et à devenir aussi eux-mêmes des experts sur les questions financières et fiscales. C'est à la base des entreprises qu'on peut détecter les anomalies. Je pense que c'est la forme que prendront de plus en plus les actions syndicales.

CAROLINE JOLY Ces actions s'appuient sur le fait que tout le monde a bien conscience qu'il est important que la charge de l'impôt soit équitablement répartie et que les grandes sociétés présentes en France paient des impôts en France.

EVA JOLY Les salariés doivent prendre conscience de leur pouvoir, de l'intérieur, en vérifiant les comptes de leurs entreprises.

En se substituant, d'une façon, aux services de l'État ?

EVA JOLY Cette fonction revient évidemment d'abord aux services de l'État, mais étant donné la situation dans laquelle se trouvent les services publics en France, les autorités de poursuite ne peuvent pas toujours aller enquêter parce qu'elles croulent déjà sous des piles de dossiers. D'autant plus que les affaires de ce type sont difficiles à analyser.

CAROLINE JOLY Cela représente un travail d'expertise très lourd et la possibilité de saisir les procureurs est limitée par le privilège de Bercy.

Vous pointez là une certaine faiblesse de l'État.

EVA JOLY Oui, que ce soit au niveau de la justice ou du parquet, et probablement aussi des services fiscaux. La compétence et le dévouement sont bien au rendez-vous, mais les moyens... En dix ans, nous avons perdu des milliers d'inspecteurs fiscaux.

Et la justice est très encombrée...

CAROLINE JOLY Tout à fait. Les délais d'audience sont extrêmement longs, tout comme les délais d'information judiciaire. Pour McDonald's, nous n'avons atteint que l'étape de l'enquête préliminaire (l'action pénale avait été lancée fin 2015 - NDLR). Suivre le cours « normal » de la justice aurait pris encore plusieurs années pour arriver au terme de la procédure, peut-être encore six de plus, ce qui aurait signifié que les personnes impliquées n'auraient sûrement plus été présentes.

Faut-il y voir une volonté de l'État de ne pas attaquer les entreprises sur ces questions ?

EVA JOLY Ce n'est peut-être pas voulu par l'État mais c'est indéniablement la conséquence d'une

.../...

idéologie qui pousse à sabrer dans les crédits, avec au final un État faible. La doctrine libérale véhicule l'idée que le contrôle coûterait cher, préférant ainsi l'autocontrôle. Cette sorte de contrat de confiance ne peut pas fonctionner dans un système où les entreprises sont en compétition pour leurs bénéfices. La tentation de cacher les résultats négatifs est trop grande. Cela provoque les infections à la bactérie E. coli dans les abattoirs, 100 000 morts pour l'amiante dans le secteur du BTP ou encore zéro impôt déclaré chez certaines entreprises. Nous avons besoin d'inspecteurs, mais le libéralisme exige de supprimer les services publics devant mener ces missions.

Vous conseillez aussi les syndicats CFE-CGC et SUD dans l'affaire General Electric. Est-on confronté aux mêmes mécanismes qui ont été dénoncés ?

EVA JOLY Oui, c'est encore nous, le binôme infernal (rires). Nous avons porté plainte au parquet national financier car, une fois encore, le résultat du groupe nous paraît avoir été artificiellement minoré.

CAROLINE JOLY Il a fallu trouver les mécanismes juridiques pour lancer l'affaire. Néanmoins, on ne peut pas nier qu'il y ait un changement de mentalité. Quand une affaire va au pénal, même s'il y a un accord avec une convention judiciaire d'intérêt public (CJIP), c'est intimidant pour les entreprises car au final les résultats – l'amende et l'effet dissuasif que nous évoquions – sont bien là, pour les personnes morales et potentiellement pour les personnes physiques.

Vivons-nous une période charnière ?

CAROLINE JOLY Les temps changent : l'optimisation fiscale agressive expose à de lourdes sanctions. Nous devons arriver à établir des bonnes pratiques. La bonne nouvelle est que le sujet est beaucoup moins clivant que par le passé.

EVA JOLY Nous allons vivre la même chose avec la fraude fiscale qu'avec la corruption dans les années 1990. Personne n'était alors puni. Il a fallu dix années pour imposer ce changement. Nous pouvons imaginer que la lutte contre la fraude fiscale va connaître le même cheminement. C'est le grand combat actuel.

Les États-Unis donnent-ils le la, alors que leur ministère de la Justice peut être très agressif en matière de fiscalité et de corruption des multinationales ?

EVA JOLY Ils ont beaucoup fait pour la lutte contre la corruption mais il y a eu aussi beaucoup d'abus : ils ont utilisé des outils discutables – l'extraterritorialité – pour affaiblir des entreprises concurrentes.

CAROLINE JOLY La loi française Sapin 2 constitue aussi une sorte de rééquilibrage de la France, qui se dote

de moyens de sanctionner elle aussi des entreprises américaines, là où avant cela ne fonctionnait que dans l'autre sens.

Vous avez milité pour que la Cour internationale juge les criminels financiers. Où en est-on ?

EVA JOLY L'idée d'avoir un tribunal pour juger les crimes financiers est un projet qui peut prendre encore des décennies avant de se mettre en place.

Concernant l'accord sur la taxation des multinationales, est-ce une avancée ou au contraire la « légalisation » d'une forme de dumping social ?

EVA JOLY Parvenir à imposer un taux d'imposition minimal mondial serait un grand progrès. J'ai applaudi la proposition de Joe Biden d'instaurer un taux minimal de 21 %, même si je travaille au sein d'une commission – l'Icric (Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises) – où nous préconisons un taux d'imposition minimal mondial de 25 %. Toutefois, ces 21 % étaient déjà formidables car ils éliminaient l'attractivité des paradis fiscaux tout en rapportant plus de 200 milliards aux caisses publiques au niveau mondial, avec notamment un montant loin d'être négligeable pour les pays en voie de développement.

Mais le texte du projet initial a été finalement revu à la baisse, avec un taux à 15 %...

EVA JOLY J'avais l'espoir que la France soutiendrait l'idée d'un taux à 21 %. L'alignement d'Emmanuel Macron sur le taux des paradis fiscaux européens – 12,5 % – a été une déception terrible. Les 15 % « effectifs » sur lesquels nous avons abouti représentaient un compromis au rabais, mais quand même un énorme progrès. Mais les États ont commencé à vouloir protéger leurs champions et les demandes d'exceptions négociées sont apparues. Tout ça est d'une grande hypocrisie. Cette belle initiative a été contrée par le président français, qui a montré son vrai visage de libéral. ●

(1) Voir l'édition de « l'Humanité » du 17 juin 2022.



Eva Joly participera au débat sur l'évasion fiscale à la Fête de l'Humanité le vendredi 9 septembre à 17 heures à l'Espace Jack Ralite



La Base 217 (91)

La Fête de l'Humanité

9 • 10 • 11 Septembre 2022

Le Plessis-Pâté • Brétigny-sur-Orge

PRÉVENTES MILITANTES

ACHETEZ VOS PLACES AU PCF SECTION FÉCAMP

Tel: 06 62 96 39 34

Le programme complet est en ligne sur le site Internet <https://fete.humanite.fr/>

Programmation

☰ La Fête de l'Humanité

Dutronc & Dutronc • Sexion d'Assaut • Selah Sue • Laylow • Kungs • Christophe Maé • Ibeyi • Ziak • Skip The Use • L'Impératrice • Benjamin Biolay • Kimberose • Odezenne • Danakil • Camélia Jordana • Sniper • Deluxe • Gauvain Sers • Kittin & The Hacker • Kid Francescoli • Soviet Suprem • Manu Le Malin • Bagarre (club) • Kiddy Smile (DJ Set) • Ronisia • Helena Hauff • Terrenoire • Youv Dee • Zamdane • Les Wampas • Sama' Abdulhadi • Catastrophe • Le grand chœur du Canto General • The Excitements • Eesah Yasuke • Ladaniva • Jupiter & Okwess • Carte blanche à Grünt • Pardonnez-Nous • Astérotypie • Cheval Fou • Cyril Mokaiesh • Patrick Coutin • Gunwood • BOPS • Carmen Sea • Ghinza • Lisa Ducasse...

Billetterie

Et bien d'autres encore !

Pour reconstruire un espoir en France

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle :

Cliquez ici 



Prenons soin de la France